



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Marché n°2026-664

**Fourniture et acheminement des supports permettant l'exercice
d'activités réglementées
Commerce ambulant et activités immobilières**

SOMMAIRE

ARTICLE.1. CONTEXTE	4
1.1. CONTEXTE GENERAL	4
1.1.1. Le réseau des CCI de France	4
1.1.2. Présentation de CCI France.....	4
1.2. CONTEXTE DU MARCHÉ	4
ARTICLE.2. OBJET MARCHÉ.....	4
ARTICLE.3. DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
ARTICLE.4. DURÉE ET DÉLAIS D'EXECUTION.....	5
4.1. DURÉE DU MARCHÉ ET POINT DE DÉPART DE L'EXECUTION.....	5
4.2. DURÉE D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE	5
4.3. PROLONGATION DU DÉLAI D'EXECUTION	6
4.4. PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRE / SIMILAIRES	6
ARTICLE.5. MODIFICATION DU MARCHÉ EN COURS D'EXECUTION	6
5.1. CÉSSION DE MARCHÉ PUBLIC	6
5.2. CLAUSE DE REEXAMEN	6
ARTICLE.6. NATURE ET CONTENU DES PRESTATIONS.....	7
6.1. RÉUNION PRÉPARATOIRE DE LANCEMENT	7
6.2. COMITÉ DE PILOTAGE	7
6.3. CONTINUITÉ DE LA PRESTATION	7
ARTICLE.7. MODALITÉS D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDES.....	8
ARTICLE.8. OPÉRATION DE VÉRIFICATION	8
ARTICLE.9. ADMISSION ET GARANTIES.....	8
ARTICLE.10. PRIX DU MARCHÉ.....	9
10.1. CONTENU DES PRIX	9
10.2. FORME DES PRIX ET MODALITÉS DE VARIATION DES PRIX	9
10.2.1. Forme des prix.....	9
10.2.2. Modalités de variation	9
ARTICLE.11. MODALITÉ DE RÈGLEMENT	10
11.1. PÉRIODICITÉ DE PAIEMENT	10
11.2. ÉTABLISSEMENT DES DEMANDES DE PAIEMENT.....	10
11.3. FACTURES DÉMATÉRIALISÉES.....	11
11.4. DÉLAIS DE RÈGLEMENT.....	11
11.5. INTÉRÊTS MORATOIRES	11
11.6. AVANCE	12
11.7. CÉSSION OU NANTISSEMENT DE CRÉANCES RESULTANT DES MARCHÉS	12
ARTICLE.12. PÉNALITÉS	12
12.1. PÉNALITÉS DE RETARD	12
12.2. PÉNALITÉS POUR NON-ACQUITTEMENT DES FORMALITÉS MENTIONNÉES AU CODE DU TRAVAIL.	13
12.3. MODALITÉS D'APPLICATION.....	13
12.4. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRES	13
ARTICLE.13. OBLIGATIONS DES PARTIES.....	14
13.1. OBLIGATIONS DU TITULAIRE	14
13.2. OBLIGATIONS DE CCI FRANCE.....	14
ARTICLE.14. CONFIDENTIALITÉ ET SÉCURITÉ.....	14

14.1. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE.....	14
14.2. TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	15
ARTICLE.15. PROPRIETE INTELLECTUELLE	15
ARTICLE.16. PERSONNEL DU TITULAIRE.....	15
16.1. COMPETENCES	15
16.2. ABSENCE PROLONGEE, DEPART DU PERSONNEL ET REMPLACEMENT	16
16.3. RECUSATION DU PERSONNEL.....	16
16.4. STATUT DU PERSONNEL DU TITULAIRE	17
16.5. SOUS-TRAITANCE.....	17
ARTICLE.17. REGULARITE DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE DU TITULAIRE	17
ARTICLE.18. ASSURANCES	17
ARTICLE.19. DIFFERENDS ENTRE LES PARTIES	18
ARTICLE.20. ATTRIBUTION DE COMPETENCE	18
ARTICLE.21. RESILIATION.....	18
ARTICLE.22. DEROGATIONS AU CCAG FCS	18

ARTICLE.1. CONTEXTE

1.1. Contexte général

1.1.1. Le réseau des CCI de France

Etablissements publics à caractère administratif, les Chambres de Commerce et d'Industrie (CCI) ont été instituées par la Loi du 9 avril 1898.

Le réseau des CCI est constitué de 122 établissements publics, répartis en plusieurs niveaux, garantissant une présence à la fois nationale, régionale, et de proximité.

Les principales missions des CCI consistent en :

- La représentation des entreprises auprès des pouvoirs publics ;
- L'accompagnement et le soutien aux entreprises (création, développement, formation) ;
- L'aménagement du territoire et l'attractivité économique.

Le réseau des CCI est soutenu par 4 100 chefs d'entreprise élus, et emploie environ 14 000 collaborateurs au service d'environ 2 millions d'entreprises bénéficiaires et électrices.

1.1.2. Présentation de CCI France

CCI FRANCE est un établissement public à caractère administratif de l'État.

CCI FRANCE a notamment pour objet de représenter les Chambres de Commerce et d'Industrie Territoriales (CCIT), ainsi que les Chambres de Commerce et d'Industrie Régionales (CCIR) afin de représenter et défendre les intérêts du commerce, de l'industrie et des services auprès des pouvoirs publics français et européens, des instances internationales ainsi qu'auprès des grands partenaires publics et privés.

CCI FRANCE participe aux travaux et est associée aux délibérations de nombreux organismes nationaux de concertation à vocation économique et sociale et joue pleinement un rôle de corps intermédiaire à vocation économique pour promouvoir le développement des entreprises et des territoires. Les prises de position de CCI France sont transmises aux pouvoirs publics. Ses travaux d'analyse et de prospective donnent lieu à des publications régulières. CCI France a également pour mission de faciliter la mise en commun des bonnes pratiques et l'échange d'expérience afin d'accroître l'homogénéité et la qualité des prestations sur l'ensemble du territoire.

La relation entre CCI FRANCE et les CCI est fonctionnelle (pas de relation hiérarchique) et chaque entité est autonome.

1.2. Contexte du marché

Le contexte du marché est détaillé dans le CCTP.

ARTICLE.2. OBJET MARCHE

L'objet de ce futur marché concerne la fourniture et l'acheminement des supports permettant d'exercer une activité réglementée, au travers d'une solution mutualisée pour l'ensemble des Chambres de Commerce et de l'Industrie.

ARTICLE.3. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE),
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) à accepter sans aucune modification,
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes relatives à la documentation technique ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures Courantes et de services (CCAG-FCS) issu de l'arrêté du 30 mars 2021. Cette pièce générale citée ci-dessus, bien que non matériellement jointe au contrat, est réputée parfaitement connue des parties ;
- Les modifications éventuelles du marché ;
- L'offre technique et financière du Titulaire ;
- Les bons de commande afférents au marché ;
- Le planning d'exécution des prestations accepté des deux parties au marché.

Le Titulaire déclare avoir pris connaissance des pièces contractuelles et accepter toutes les clauses qu'elles comportent.

En cas d'incompatibilité ou de divergence d'interprétation des pièces, celles-ci prévalent dans l'ordre de leur énumération.

Les documents originaux du marché sont conservés par CCI France.

Il est à noter qu'en cas de difficulté d'interprétation entre l'un quelconque des titres et une quelconque des clauses du marché, le contenu de la clause prévaut sur le titre de l'article.

ARTICLE.4. DUREE ET DELAIS D'EXECUTION

4.1. Durée du marché et point de départ de l'exécution

Les prestations sont décomposées en lots techniques correspondant à la production de différentes cartes professionnelles.

La durée pour les cartes destinées aux commerçants ambulants débutera à compter de la notification du marché jusqu'au 31/12/2026, puis sera reconductible trois fois 12 mois de façon tacite.

La durée pour les cartes destinées aux activités immobilières débutera à partir du mois de juin 2026 jusqu'au 31/12/2026, puis sera reconductible trois fois 12 mois de façon tacite.

Si dans un délai de trois mois précédant la date d'expiration du marché, celui-ci n'est pas dénoncé par CCI France par messagerie (mail) avec accusé de réception, il se poursuivra par tacite reconduction pour une durée d'un an.

La durée totale du marché ainsi reconduit ne pourra excéder 4 ans à dater de sa notification.

Il est à noter que le démarrage de fabrication et de livraison des cartes devra être effectif à l'issue de la phase d'initialisation. Cette phase, d'une durée de 3 mois, s'effectuera avec le Titulaire sortant et CCI France. Un calendrier de réalisation des prestations sera établi d'un commun accord entre CCI France et le Titulaire du marché après notification.

Ce document deviendra une pièce contractuelle.

Le non-respect des délais pourra entraîner l'application des pénalités de retard prévues à l'article « Pénalités » du présent document.

4.2. Durée d'exécution des bons de commande

L'émission des bons de commandes ne peut se faire que pendant la durée de validité du marché.

Néanmoins leur exécution peut courir au-delà du terme du marché pour un délai de 6 mois maximum. La durée d'exécution sera fixée dans les bons de commande par le Pouvoir adjudicateur.

4.3. Prolongation du délai d'exécution

Conformément à l'article 13.3 du CCAG-FC, lorsque le Titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution du fait de CCI France ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, CCI France prolonge le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à CCI France les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues. Il indique, par la même demande, à CCI France la durée de la prolongation demandée.

4.4. Prestations supplémentaire / similaires

En cours d'exécution du marché, CCI France se réserve la possibilité de faire réaliser des prestations complémentaires par le Titulaire du présent marché.

Cette possibilité devra respecter des conditions énoncées aux articles aux articles R. 2194-2 à R. 2194-4 du code de la commande publique.

CCI France se réserve la possibilité de faire réaliser ces prestations par le Titulaire du présent marché conformément à l'article R. 2122-7 du code de la commande publique.

ARTICLE.5. MODIFICATION DU MARCHE EN COURS D'EXECUTION

5.1. Cession de marché public

La cession du marché par le Titulaire ne peut intervenir que dans les conditions des articles R2194-6 et suivants du code de la commande publique, étant précisé qu'elle est conditionnée à la conclusion d'un avenant librement conclu à cet effet par CCI France, avec le Titulaire et le cessionnaire, notamment au regard des considérations suivantes :

- la cession n'emporte aucune autre modification substantielle que le changement de Titulaire ;
- le cessionnaire satisfait aux conditions qui ont été fixées pour l'attribution de l'accord-cadre ;
- la cession n'a pas pour objet de soustraire l'accord-cadre aux obligations de publicité et de mise en concurrence.

En tout état de cause, la cession ne peut qu'être globale, en ce qu'elle concerne l'accord-cadre. Le cessionnaire doit présenter des garanties techniques, professionnelles et financières au moins équivalentes à celles du Titulaire.

5.2. Clause de réexamen

Le présent marché pourra, le cas échéant, faire l'objet d'une modification en cours d'exécution dans le respect des conditions fixées aux articles R2194-1 à R2194-9 du code de la commande publique.

Plus particulièrement, le présent marché pourra faire l'objet d'une modification, sur le fondement de l'article R2194-1 du code précité : des modifications à l'accord-cadre sont susceptibles d'être apportées par voie d'avenant dans les hypothèses suivantes :

- possibilité d'introduire dans le marché, des prestations complémentaires à celles prévues initialement et ce dans le cadre des solutions définies dans le présent CCAP comme par exemple des développements

spécifiques autres que ceux relatifs aux exigences réglementaires de l'activité immobilière, (exemple : facturation aux CCI (fusion, défusion, etc.);

- évolutions du secteur et des pratiques ;
- modification législative et/ou réglementaire impliquant l'obligation de réaliser des prestations complémentaires non prévues dans le présent marché ;
- possibilité de réexaminer les conditions financières, notamment dans les cas suivants :
 - o en cas de modification de l'environnement économique portant atteinte à l'économie générale de l'accord-cadre ou à son équilibre financier ;
 - o en cas d'événements extérieurs aux parties perturbant durablement ou sensiblement la réalisation des prestations.

Conformément aux dispositions de l'article L2194-1 du code de la commande publique, les modifications et/ou ajouts ne peuvent avoir pour effet de changer la nature globale du marché.

Toute modification acceptée par les parties à l'issue de cette procédure de réexamen fera l'objet d'un avenant qui précisera notamment les nouvelles prestations et modalités financières du présent accord-cadre.

Quelle que soit la modification, le Titulaire et CCI France se rencontrent afin de déterminer l'impact de ces changements sur l'exécution du marché et ses conditions financières.

ARTICLE.6. NATURE ET CONTENU DES PRESTATIONS

La nature et le contenu des prestations sont décrits dans le CCTP.

6.1. Réunion préparatoire de lancement

Dès notification du marché au titulaire, une réunion préparatoire sera organisée dans les locaux de CCI France au cours de laquelle seront arrêtés le planning du projet, la présentation des intervenants désignés sur le projet.

Le titulaire s'engage, par la suite, à participer aux réunions de concertation et de présentation organisées par CCI France.

La réunion préparatoire aura pour objet la prise de contact initiale avec CCI France.

CCI France présentera le mode opératoire spécifique – y compris en matière de confidentialité mais aussi de communication - utilisé sur les précédents projets.

Elle présentera également les spécifications relatives aux livrables (compte-rendu formalisé, tableur Excel, notes intermédiaires...).

6.2. Comité de pilotage

La prestation faisant l'objet du présent marché sera pilotée au sein d'un comité entre CCI FRANCE et le prestataire, dont la fréquence initialement mensuelle sera adaptée en fonction du déroulement de la mission.

6.3. Continuité de la prestation

Le prestataire est responsable de la stabilité de l'équipe en charge des missions du présent marché.

Il est également responsable de la continuité de moyens techniques mis en œuvre pour assurer la mission, et doit notamment justifier des moyens mis en œuvre pour assurer la sécurité des codes sources et documentation.

ARTICLE.7. MODALITES D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDES

Les prestations figurant à l'annexe financière, font l'objet de bons de commande. Les bons de commande sont établis sur la base de prix unitaires définis au stade du marché.

Ces bons de commandes, datés et numérotés, sont émis par CCI France.

Chaque bon de commande est signé par une personne habilitée à engager la structure puis adressé au Titulaire.

Le bon de commande mentionne :

- La référence du marché,
- La référence du bon de commande,
- L'objet détaillé de la prestation,
- Les délais de réalisation des prestations,
- Les prix unitaires HT,
- La quantité,
- Le prix total HT, le montant de la TVA et le prix TTC de la commande,
- La date de la commande,
- La date de livraison
- L'adresse de facturation.

Le bon de commande peut être modifié en cours de réalisation de la prestation en cas d'erreur matérielle. Dans cette hypothèse, la prestation est suspendue. L'Acheteur adresse un bon de commande rectificatif au Titulaire qui doit formellement notifier son acceptation de la modification.

Les bons de commande doivent être transmis par mail, les originaux signés étant scannés en pièces jointes au mail.

Les parties reconnaissent la valeur juridique de la transmission par mail, cette transmission faisant foi de la date et de l'heure de notification.

Le Titulaire ne peut refuser d'exécuter la prestation, sauf cas de force majeure. Il est précisé que le manque de personnel disponible ne peut en aucun cas constituer un motif valable de refus d'exécution du bon de commande.

En cas de dépassement des délais maximum indiqués dans le marché ou le bon de commande pour l'exécution de la prestation et la livraison des livrables attendus, il est fait application pénalités pouvant donner lieu à une résiliation du marché.

ARTICLE.8. OPERATION DE VERIFICATION

Les opérations de vérifications se dérouleront conformément aux articles 27 à 29 du CCAG-FCS.

ARTICLE.9. ADMISSION ET GARANTIES

Il est fait application des articles 30 à 33 du CCAG-FCS.

10.1. Contenu des prix

Le détail du prix unitaire du présent marché figure en annexe financière.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires y compris la fourniture des matières premières, les frais de conseils pour la mise en place du marché, les frais d'assurance, les frais d'archivage et de stockage, les frais d'impression et d'expédition des cartes, les frais de déplacement, d'hébergement et de restauration des personnels du Titulaire mis à la disposition de l'Acheteur pour la réalisation de la prestation.

Le Titulaire n'est fondé à réclamer aucun supplément de prix du fait d'une erreur d'évaluation de sa part sur la charge de travail ou les moyens de nature nécessaires à l'exécution des prestations.

La taxe sur la valeur ajoutée est facturée au taux en vigueur à la date de notification du marché. En cas de modification de la législation fiscale en cours de marché, il sera fait application du taux en vigueur à la date du fait générateur, sans qu'il soit besoin de constater la modification par voie de modification.

L'ensemble des frais du Titulaire est inclus dans les prix indiqués dans le bordereau de prix.

10.2. Forme des prix et modalités de variation des prix**10.2.1. Forme des prix**

Le marché est conclu à prix unitaire tels que figurant à l'acte d'engagement et son annexe financière.

10.2.2. Modalités de variation

Les prix du marché sont fermes pendant la première année d'exécution du marché. En cas de reconduction du marché, ils sont révisables à la date anniversaire du marché uniquement pour les prestations de maintenance et d'assistance.

10.2.2.1. Modalités de révision des prix pour les prestations de maintenance et d'assistance

Le Titulaire devra solliciter par mail à marchespublics@ccifrance.fr, l'application de la formule de révision au plus tard deux mois avant la date anniversaire du marché, avec effet à la date de révision, et présentera au chef de projet de CCI France un fichier Excel contenant à minima une colonne avec les prix initiaux, une colonne avec le nouveau prix, une colonne avec le taux d'augmentation ou de baisse entre les tarifs, en mentionnant la référence de la publication dans laquelle les indices ont été relevés.

A défaut de communication de ses nouveaux tarifs, le Titulaire restera engagé sur les prix initiaux.

La révision de prix, acceptée par CCI France ne nécessite ni la signature d'un avenant, ni la signature d'une annexe.

La révision sera effectuée en utilisant la formule suivante :

$$P = P_0 [0.20 + 0.80 \left(\frac{S_y}{S_{y_0}} \right)]$$

Dans laquelle :

- P est le montant révisé
- P_0 est le montant initial figurant au marché
- S_y est l'indice « Syntec », dernière valeur connue à la date de révision

- Sy_0 est l'indice « Syntec », dernière valeur connue le mois précédent la date de remise des offres.

Les indices précités sont disponibles sur le site <http://www.syntec.fr/>

10.2.2.2. Mois d'établissement des prix

Le mois d'établissement des prix du marché est le mois de la date limite de remise des offres fixée pour le marché.

10.2.2.3. Clause de sauvegarde

L'augmentation annuelle des prix unitaires sera limitée à 3% à la hausse, au-delà de cette augmentation, CCI France se réserve le droit de résilier le marché.

La variation à la baisse n'est pas limitée.

ARTICLE.11. MODALITE DE REGLEMENT

11.1. Périodicité de paiement

Les prestations de démarrage de la prise en charge de l'interface, du développement, de la maintenance, de la fabrication (fourniture du PVC, encres ...), de l'impression, de l'assistance et d'acheminement des cartes font l'objet d'un règlement mensuel à terme échu, sur la base d'un état des consommations réelles effectuées dans le mois, à compter de la date de notification du présent marché sur présentation d'une demande de paiement. Le CCTP précise la gestion des factures qui devra être mise en place et le reporting attendu.

11.2. Etablissement des demandes de paiement

Les paiements seront effectués selon un virement bancaire au compte qui sera indiqué par le titulaire dans l'acte d'engagement.

Les paiements seront effectués sur présentation d'une facture établie en un (1) original.

Les factures afférentes aux paiements sont adressées à l'adresse suivante :

CCI France
Direction des Systèmes d'Informations (DSI)
8-10 rue Pierre Brossolette
92300 Levallois Perret

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Afin de régler au plus vite la facture, il est important d'indiquer ces mentions à la demande de paiement.

CCI France se libère des sommes dues en exécution du présent marché en domiciliant ses paiements au crédit du compte ouvert du Titulaire tel qu'indiqué à l'Acte d'Engagement, ou à tout autre compte communiqué par courrier par le Titulaire.

La monnaie de comptes du marché est l'euro.

Le prix libellé en euro restera inchangé en cas de variation de change.
Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

11.3. Factures dématérialisées

Conformément à l'Ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 et au Décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016, CCI France accepte les factures électroniques à déposer ou à saisir sur le portail Chorus Pro accessible via l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr/>.

Pour tout renseignement, le titulaire peut consulter le site internet de la communauté Chorus Pro : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr> ou poser ses questions via les rubriques « aide » ou « nous contacter » du portail Chorus Pro.

11.4. Délais de règlement

L'Acheteur règle les sommes dues au titre du marché dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture (demande de paiement).

11.5. Intérêts moratoires

Le non-paiement dans les délais des sommes dues par l'Acheteur en application du présent marché fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires ainsi qu'une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement au profit du Titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

11.6. Avance

Sauf renoncement du Titulaire porté au marché, le versement d'une avance prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après, sera effectué si le montant forfaitaire du marché ou du bon de commande y afférant est supérieur à 50 000 € HT et si le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution.

Le montant de l'avance est déterminé par application des articles R2191-16 à R2191-19 du code de la commande publique.

11.7. Cession ou nantissement de créances résultant des marchés

L'Acheteur remet au Titulaire à sa demande :

- soit une copie de l'original du marché revêtue d'une mention dûment signée, par lui, indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au Titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du marché,
- soit un certificat de cessibilité conforme à un modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie.

La demande sera adressée à :

CCI France
Secrétariat général – Pôle budget et comptabilité
8-10 rue Pierre Brossolette
92300 Levallois Perret

ARTICLE.12. PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités sont encourues par le simple fait de la constatation par CCI France et font l'objet d'une retenue par précompte sur les sommes dues au Titulaire.

Seules les pénalités encourues pour non-acquittement des formalités mentionnées au code du travail feront l'objet d'une mise en demeure préalable.

Les pénalités de retard sont constatées au regard des pièces du marchés et/ou du planning établi en accord avec les deux parties au marché.

Les montants servant d'assiette au calcul des pénalités sont exprimés en HT.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA.

12.1. Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

INTITULÉ	OBJECTIF / SEUIL DE TOLÉRANCE	PÉNALITÉ
Retard durant la phase d'initialisation du projet	Retard de plus de deux semaines (soit 14 jours calendaires)	500 € par jour de retard à compter du 15ième jour de retard.

Disponibilité de l'interface de prise en compte des bons de fabrications émis par CCI France	Dès le constat et la communication mail de CCI France de l'indisponibilité : à compter du deuxième jour d'indisponibilité	500 € par jour de retard A compter du troisième jour.
Ponctualité de traitement	Retard dès que la prise en charge est supérieure à 3 jours à compter de la demande.	1 € net par demande non traitée dans les délais.
Nombre d'erreurs de production après contrôle interne du prestataire	Inférieur ou égale à 1 par an - supports anormaux en sortie du prestataire, notamment erreur sur les données imprimées, interversion de support, y compris les supports oubliés, non produits, non envoyés	500 € net par support en anomalie.

12.2. Pénalités pour non-acquittement des formalités mentionnées au code du travail.

En application de l'article L.8222-6 du code du travail, une pénalité égale à 5% du montant global exécuté du marché conclu avec CCI France peut être infligée au Titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail relatifs au travail dissimulé par dissimulation d'activité et d'emploi salarié.

En tout état de cause, le montant de cette pénalité ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail.

12.3. Modalités d'application

Il est entendu que les pénalités peuvent se cumuler, leur application viendra en déduction des factures à payer au Titulaire.

Le montant des pénalités qui pourrait être déduit de la redevance de la réalisation des cartes, ne pourra toutefois excéder 50% du montant HT mensuel des prestations.

Si des dysfonctionnements sont constatés à plusieurs reprises pendant l'exécution du marché, CCI FRANCE se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité, par lettre recommandée avec accusé de réception dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS.

12.4. Exécution aux frais et risques du Titulaires

Le Titulaire s'engage à assurer la continuité du service.

En cas de défaillance du Titulaire, CCI France se réserve la possibilité d'assurer le service, aux frais et risques du Titulaire, par toute personne physique ou morale et tous moyens appropriés et ce conformément à l'article 45 du CCAG-FCS.

ARTICLE.13. OBLIGATIONS DES PARTIES

13.1. Obligations du Titulaire

Le Titulaire s'engage à exécuter les prestations selon les prescriptions contenues dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières, le bordereau des prix figurant en annexe de l'acte d'engagement, ainsi que les autres documents contenus dans le dossier de consultation des entreprises.

Les prestations à fournir sont placées sous la responsabilité unique du Titulaire qui peut, sous réserve des dispositions des articles du présent C.C.T.P, en sous-traiter une partie. La sous-traitance de la totalité du marché est formellement interdite.

Si la personne désignée dans l'offre du Titulaire en tant que coordonnateur de la bonne exécution de la prestation n'est plus en mesure de remplir sa mission, le Titulaire doit en aviser immédiatement la personne responsable du marché, et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise. Le Titulaire et ses collaborateurs sont liés à l'égard de CCI France par le secret professionnel et s'engagent à ne diffuser des informations qu'avec l'accord exprès de CCI France.

Le Titulaire doit fournir à CCI France l'ensemble des conseils, des mises en garde, et recommandations nécessaires à la bonne exécution du marché.

Si les conseils, les informations, et les recommandations sont formulés oralement à CCI France, elles donnent obligatoirement lieu à la remise dans les meilleurs délais d'un document écrit de confirmation.

D'une manière générale, il s'engage à déployer l'effort nécessaire pour obtenir les meilleurs résultats possibles, en exploitant notamment ses connaissances et son expérience.

13.2. Obligations de CCI France

La personne désignée comme responsable du projet par CCI France pour suivre l'exécution du marché est la cheffe de projets informatiques de la Direction Maitrise d'Ouvrage Projets SI.

CCI France s'engage à faciliter l'accès du titulaire à toutes les sources d'information et aux documents dont la connaissance est indispensable à l'accomplissement de sa tâche. A cet effet, CCI France désigne un ou plusieurs interlocuteurs vis à vis du Titulaire, ce dernier devant s'interdire d'interroger le personnel de CCI France.

CCI FRANCE s'engage à garantir la tenue des rendez-vous nécessaires à la bonne conduite de la prestation et ce, au regard des délais qu'elle impose. A ce titre, CCI France assure le libre accès de ses installations et la disponibilité des équipements qu'elle juge nécessaire à la réalisation des prestations objet du présent contrat.

CCI FRANCE s'engage à fournir au Titulaire tous moyens nécessaires au bon déroulement de la mission.

ARTICLE.14. CONFIDENTIALITE ET SECURITE

14.1. Obligation de confidentialité

Le Titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel, au secret professionnel et à l'obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, données, données nominatives, illustrations, dont il a ou aura eu connaissance au titre de l'exécution du marché.

Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise d'informations et/ou de données sur quelque support que ce soit à des tiers.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire l'Acheteur à résilier le marché aux torts du Titulaire, aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice des réparations éventuelles demandées par l'Acheteur au Titulaire, au titre de l'article 1384 du Code Civil.

Le Titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

14.2. Traitement des données à caractère personnel

Le Titulaire est sous-traitant de CCI France au sens du RGPD. Il s'engage ainsi à respecter le RGPD dans la gestion des données à caractère personnel traitées dans le cadre du marché pour le compte de CCI France. Le titulaire s'engage à respecter les règles énoncées dans l'annexe RGPD jointe au présent marché, complétée et signée par ses soins.

ARTICLE.15. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Le présent article renvoie aux dispositions du Chapitre 6 du CCAG FCS.

Pour les cas où tout ou partie des Prestations peuvent être qualifiées de bases de données, il est expressément convenu que seul le pouvoir adjudicateur a la qualité de producteur de base de données au sens de l'article L.341-1 du Code de la Propriété Intellectuelle, et qu'ils détiennent seuls tous les droits y afférents.

Le présent article demeurera en vigueur après la cessation des présentes, pour quelque cause que ce soit, et notamment en cas de rupture dans les conditions prévues à l'article « Résiliation du Cahier des clauses particulières ».

Le pouvoir adjudicateur reste par ailleurs seul propriétaire des marques, logos, documents, des données, des informations et fichiers qui pourraient être communiqués au titulaire du marché pour les besoins des présentes ou auxquels ce dernier pourrait avoir accès.

Le Titulaire du marché s'interdit tout usage de tout ou partie des éléments susvisés autre que pour les besoins des présentes.

ARTICLE.16. PERSONNEL DU TITULAIRE

16.1. Compétences

Le Titulaire nomme un coordonnateur qui assure la coordination et le suivi général du marché. Il est l'interlocuteur privilégié de CCI France dans le cadre de l'exécution des prestations prévues au présent marché. Il transmet ces informations ainsi que toute autre information nécessaire au bon déroulement du présent marché, au chef de projet désigné par CCI France.

Le Titulaire désigne un chef de projet qui participe au comité de pilotage du marché et qui est l'interlocuteur privilégié de CCI France pour tout problème relatif à l'exécution du marché.

Le chef de projet est le garant vis-à-vis de CCI France de la qualité des prestations fournies. Ceci doit concrètement se traduire par le respect des niveaux d'engagement de service.

La constitution, l'organisation et le fonctionnement de l'équipe doivent être explicitement détaillés dans l'offre du Titulaire.

L'équipe est placée sous la responsabilité du chef de projet désigné qui est le seul interlocuteur auprès de CCI France pour l'ensemble des questions à traiter en cours de réalisation du marché.

Chaque membre de l'équipe doit être formé et compétent aux méthodes et aux outils utilisés ainsi qu'au contexte fonctionnel et organisationnel du marché.

16.2. Absence prolongée, départ du personnel et remplacement

En cas d'absence prolongée ou de départ du coordonnateur, le Titulaire doit en aviser immédiatement le pouvoir adjudicateur, et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

A ce titre, obligation lui est faite de désigner un remplaçant et d'en communiquer le nom et les titres au pouvoir adjudicateur dans un délai d'une semaine à compter de la date d'envoi de l'avis dont il est fait mention à l'alinéa précédent.

Le remplaçant est considéré comme accepté si la personne publique ne le récusé pas dans un délai d'une semaine à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si la personne publique récusé le remplaçant, le Titulaire dispose de 7 jours pour désigner un autre remplaçant et en informer la personne responsable du marché.

A défaut de désignation, ou si ce remplaçant est récusé dans le délai d'une semaine indiqué ci-dessus, le marché est résilié dans les conditions prévues à l'article « résiliation » du présent document.

En cas d'absence ou de départ des autres personnes affectées à l'exécution des prestations, et ce pour des raisons de force majeure, le Titulaire doit impérativement, dans un délai de 8 jours ouvrés, en aviser le pouvoir adjudicateur par mail avec accusé de réception et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution du marché ne s'en trouve pas compromise.

A ce titre le Titulaire doit proposer un ou des remplaçants de niveau et de compétences équivalents dans les 8 jours ouvrés suivant la réception de l'avis mentionné à l'alinéa précédent. En cas de rejet de CCI France, la prestation en cours pourra être annulée de plein droit, sans préavis et sans indemnité, aux torts exclusifs du Titulaire.

En cas d'application de cet article, le Titulaire encourt les pénalités prévues à l'article « Pénalités » du présent document

16.3. Récusation du personnel

Pendant toute la durée de la mission, l'Acheteur se réserve le droit de récuser les profils du Titulaire qui s'avéreraient inadaptés à l'exécution des prestations. L'Acheteur doit alors indiquer par écrit les raisons pour lesquelles il souhaite récuser le personnel du Titulaire.

Le Titulaire doit alors procéder au remplacement des personnels récusés dans les conditions précisées au point 2 du présent article.

A défaut de désignation, ou si ce remplaçant est récusé, le marché est résilié aux frais et risques de l'entreprise Titulaire dans les conditions prévues à l'article « résiliation ».

16.4. Statut du personnel du Titulaire

Les personnels du Titulaire demeurent les salariés de ce dernier (législation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements, ...).

Tout accident ou maladie pouvant affecter les agents du Titulaire pendant la durée des prestations relève de la compétence du Titulaire.

Le personnel du Titulaire est soumis aux mêmes conditions d'accès aux locaux que le personnel de l'Acheteur.

16.5. Sous-traitance

En application de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance et conformément aux règles prévues au code des marchés publics, le Titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

Le Titulaire s'engage à faire respecter à ses éventuels sous-traitants l'ensemble des clauses du marché.

Dans tous les cas, il demeure entièrement responsable vis à vis de l'Acheteur des prestations sous-traitées.

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise Titulaire.

ARTICLE.17. REGULARITE DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE DU TITULAIRE

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'UGAP, à l'adresse suivante : <https://portal.aproval.com>

Si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger, CCI France se fait remettre dans les mêmes conditions les documents énumérés à l'article D.8222-7 du code du travail.

En cas de non remise des documents mentionnés ci-dessus, l'accord-cadre pourra être résilié dans les conditions mentionnées à l'article « résiliation ».

ARTICLE.18. ASSURANCES

Conformément à l'article 9 du CCAG FCS, le Titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'Acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est Titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'Acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Les franchises d'assurances seront à la charge du Titulaire, du/des éventuels cotraitant(s) ou sous-traitant(s).

ARTICLE.19. DIFFERENDS ENTRE LES PARTIES

Conformément à l'article R2197-1 du code de la commande publique et préalablement à toute action devant le tribunal compétent, il pourra être recouru à l'organe chargé des procédures de médiation du ressort de l'Acheteur.

S'agissant de CCI France, l'organe chargé de la médiation est le suivant :

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics
Préfecture de la région Île-de-France
Préfecture de Paris
5, rue Leblanc
75911 Paris cedex 15
Tél. : 01.82.52.42.67 ou 01.82.52.40.00
Fax : 01.82.52.42.95
Courriel : pref-ccira-versailles@paris-idf.gouv.fr

ARTICLE.20. ATTRIBUTION DE COMPETENCE

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.
En cas de litige résultant de l'application du marché, le tribunal administratif compétent sera celui du domicile de l'Acheteur.

ARTICLE.21. RESILIATION

Il est fait application du chapitre 7 du CCAG FCS.

En outre, il est prévu d'autres cas de résiliation dans le CCAP qui ne donnent pas lieu au versement d'indemnités :

- En cas de d'absence prolongée ou de récusation des profils mis à disposition par le Titulaire,
- En cas de sous-traitance occulte,
- En cas de mise en œuvre de la clause de sauvegarde,
- De manière générale, tous manquements contractuels et règlementaires peuvent donner lieu à la résiliation du marché.

ARTICLE.22. DEROGATIONS AU CCAG FCS

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

Article du CCAP	Dérogations au CCAG-FCS
12	14